ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETA, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 8 septembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "coordonnant les dispositions de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, modifié par l'arrêté-loi du 18 février 1947 relatif à la Caisse nationale des vacances annuelles de la loi du 4 mars 1949 et de la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés", a donné en sa séance du 2 octobre 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e September 1950, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot ordening van de bepalingen van de besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof van de loonarbeiders, zoals gewijzigd bij de besluitwet van 18 Februari 1947 betreffende de Rijkskas voor jaarlijks verlof, van de wet van 16 Juni 1947, van de wet van 4 Maart 1949 en van de wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof van de loonarbeiders", heeft ter zitting van 2 October 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen ; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL PORTANT COORDINATION DES LOIS ET ARRETES-LOIS RELATIFS AUX VACANCES ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 de la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, ainsi conçu : "Les présentes dispositions ainsi que les lois et arrêtés précédents, relatifs aux vacances annuelles, seront coordonnés par arrêté royal dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi.";

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'arrêté-loi du 3 janvier 1946 à l'exception de l'article 14, l'arrêté-loi du 18 février 1947, les lois des 16 juin 1947 et 14 mars 1949, et la loi du 7 juin 1949 à l'exception des articles 9 et 13, sont coordonnés conformément au texte annexé au présent arrêté.

Article 2.-

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

LOIS RELATIVES AUX VACANCES ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES, COORDONNEES LE .....

TITRE PREMIER.

DES VACANCES EN GÉNÉRAL.

CHAPITRE 1er. Champ d'application.

Article 1er.-

Les présentes lois coordonnées s'appliquent à toutes les personnes tenues dans les liens d'un contrat de louage de services ou d'apprentissage, pour autant qu'elles soient occupées en Belgique au service d'un employeur établi en Belgique ou attachées à un siège d'exploitation établi en Belgique, ou encore qu'elles soient occupées à l'étranger mais domiciliées en Belgique et se trouvant au service d'un employeur établi en Belgique ou attachées à un siège d'exploitation établi en Belgique.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut cependant dispenser les employeurs de l'application des présentes lois coordonnées pour les travailleurs qui sont occupés à l'étranger et qui, en vertu de la législation étrangère, bénéficient d'avantages au moins égaux à ceux prévus dans les présentes lois coordonnées.

Art.1er. Article 1er, alinéas 1er et 2, de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

Article 2.-

Les dispositions des présentes lois coordonnées ne sont pas applicables :

1° aux domestiques et gens de maison;

2° au personnel des entreprises et établissements où ne sont occupés que les membres de la famille sous l'autorité, soit du père ou de la mère, soit du tuteur;

3° au personnel de la Société nationale des chemins de fer belges, autre que celui visé par l'arrêté du Régent du 29 mars 1945, imposant l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs pour une partie du personnel de la Société nationale des chemins de fer belges.

Toutefois, le Roi peut, soit par extension pure et simple, soit sous forme d'un régime spécial, les rendre applicables à tous les travailleurs exclus en vertu des dispositions ci-dessus ou à certaines catégories d'entre eux.

CHAPITRE II. - Droit aux vacances.

Article 3.-

Les travailleurs visés à l'article 1er ont droit à des vacances annuelles proportionnelles à leurs prestations de travail.

Le droit aux vacances est acquis aux travailleurs, nonobstant toute convention contraire. Il est interdit aux travailleurs de faire abandon des vacances auxquelles ils ont droit.

Art.2. Article 1er, alinéas 3 et 4, de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par l'article 6 de la loi du 7 juin 1949.

Art.3, alinéa 1er. Article 2, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

Art.3, alinéa 2. Article 7 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

CHAPITRE III.- Durée et période des vacances.

Article 4.-

La durée des vacances est déterminée par exercice de vacances, d'après la durée des services effectués pendant cet exercice. Toutefois, en ce qui concerne certaines branches d'industrie ou catégories de travailleurs, auxquelles cette base de calcul de la durée des vacances serait inapplicable, le Roi peut autoriser le calcul de la durée du congé d'après le montant du salaire gagné pendant l'exercice de vacances.

La durée des vacances est d'au moins six jours pour une prestation de douze mois de travail, y compris les jours qui sont assimilés par arrêté royal à des jours de travail.

L'exercice, sur la base duquel est calculée la durée des vacances, coïncide avec l'année civile.

Article 5.-

Le nombre de jours de vacances déterminé en vertu de l'article 4 peut, pour tous les travailleurs ou pour certaines catégories de ceux-ci, être augmenté par arrêté royal en fonction des possibilités financières de l'ensemble des caisses de vacances dont il est question au Titre III.

Article 6.-

La durée minimum des vacances prévue à l'article 4 est respectivement triplée ou doublée en faveur des salariés qui, au jour de l'expiration de l'exercice :

1° sont âgés de moins de 18 ans accomplis;
2° sont âgés de moins de 21 ans accomplis.

Art.4. Article 2, alinéas 2, 3 et 4, de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.5. Article 3 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.6. Article 4 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, remplacé par l'article 1er de la loi du 16 juin 1947.

Toutefois, sur demande de la commission paritaire compétente, le Roi peut modifier pour un an les modalités d'application de cette prescription. Cette dérogation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Article 7.-

Dans les conditions déterminées par l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, le Roi peut rendre obligatoires pour les intéressés les résolutions des dites commissions comportant des vacances plus importantes que celles prévues aux articles 4, 5 et 6; dans ce cas, des cotisations complémentaires proportionnelles sont dues par les employeurs intéressés.

Les commissions paritaires peuvent également proposer l'octroi de vacances complémentaires destinées à assurer les six jours de vacances prévues à l'article 4 aux travailleurs qui ne bénéficient pas, par suite de causes à déterminer par la commission paritaire, des vacances complètes. Ces résolutions peuvent être prises en ce qui concerne les travailleurs occupés dans une entreprise où les vacances sont accordées collectivement ou par roulement.

Article 8.-

Les modalités générales d'application des prescriptions ci-dessus sont déterminées par arrêté royal.

Le Roi peut rendre obligatoires pour les intéressés les résolutions des commissions paritaires comportant soit des modalités de répartition des vacances, soit une fixation des périodes ou des dates de vacances autres que celles arrêtées en application de l'alinéa précédent.

Art.7. Article 5 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.8. Article 6 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

TITRE II.

DES COTISATIONS ET DU PECULE DE VACANCES.

CHAPITRE 1er.-Cotisations.

Article 9.-

Sans préjudice des cotisations spéciales résultant de l'application de l'article 7 des présentes lois coordonnées, la cotisation de l'employeur afférente aux vacances annuelles est égale à 5 p.c. des salaires bruts majorés, le cas échéant, des avantages supplémentaires en espèces, autres que les allocations familiales et, sauf dérogation accordée par le Roi, de la valeur des avantages en nature.

Elle se répartit comme suit :

4 p.c. sont destinés aux vacances ordinaires;

1/2 p.c. est destiné au paiement des vacances supplémentaires ~~d'après les~~ en fonction des charges familiales;

1/2 p.c. est destiné au paiement des vacances supplémentaires des jeunes travailleurs en application de l'article 6.

Article 10.-

Sur avis de la Caisse nationale des vacances annuelles et, le cas échéant, sur avis de la Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs, le Roi détermine l'utilisation du reliquat du fonds de 1/2 p.c. destiné au paiement des vacances supplémentaires des jeunes travailleurs aux fins suivantes :

Art.9. Article 1er de la loi du 4 mars 1949, modifié implicitement par l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 7 juin 1949.
Art.10. Article 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 7 juin 1949.

1° pour payer un pécule complémentaire aux jeunes travailleurs qui, dans les deux mois qui suivent la fin de leur instruction générale, de leur instruction professionnelle ou de leur apprentissage, entrent pour la première fois au service d'un employeur;

2° pour encourager l'emploi rationnel des vacances des jeunes travailleurs;

3° pour favoriser les initiatives des organismes poursuivant semblable but;

4° pour couvrir les charges de vacances supplémentaires accordées aux travailleurs, en raison de leur ancienneté.

La cotisation destinée au supplément de pécule de vacances ~~d'après les~~ en fonction des charges familiales est transmise à la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales, qui procède à sa répartition en majorant corrélativement les allocations familiales de vacances, suivant les règles à fixer par le Roi.

Article 11.-

Le Roi peut accorder exemption ou réduction des cotisations à certaines industries nominativement désignées.

Sur la proposition de la commission paritaire intéressée et après consultation du Conseil national du travail, le Roi peut accorder à certaines branches d'industrie des dérogations aux dispositions des articles 9 et 10.

Art.11. al.1er. Article 2, alinéa 2, de la loi du 4 mars 1949 (L'alinéa 1er est rendu inutile par l'article 1er de la loi du 7 juin 1949, qui est l'article 15 des lois coordonnées).
Art.11, al.2. Article 4 de la loi du 7 juin 1949.

Article 12.-

Pour les ouvriers, travailleurs à domicile et apprentis salariés assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale des travailleurs, les cotisations dues pour la constitution de la rémunération des vacances visées aux articles 4, 5 et 6, sont comprises dans la cotisation globale prévue par cet arrêté-loi et perçues par l'organisme et d'après les modalités prévues pour la perception de cette cotisation globale.

Article 13.-

Lorsque les travailleurs visés à l'article 16 ne sont pas assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, la rémunération afférente aux vacances ordinaires visées à l'article 4 est constituée par des cotisations à charge de l'employeur, égales à 4 p.c. du salaire des travailleurs visés au présent article. A cet effet, il est fait usage de timbres et de cartes de vacances, sauf dérogation consentie par le Roi pour des branches d'activité ou des catégories de travailleurs.

La rémunération afférente aux congés supplémentaires visés aux articles 5 et 6 est constituée par des cotisations à charge de l'employeur égales à 1/2 p.c. du salaire des travailleurs visés au présent article. Ces cotisations sont versées à la Caisse nationale des vacances annuelles ou aux caisses spéciales prévues à l'article 50, à charge pour celles-ci de ristourner les excédents comme il est dit à l'article 52.

Art.12. Article 9 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.13. Article 10 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, complété implicitement par l'article 2, alinéa 3 (répété), de la loi du 7 juin 1949.

La cotisation destinée au supplément de pécule de vacances ~~d'après les~~ en fonction des charges familiales est transmise à la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales qui procède à sa répartition, en majorant corrélativement les allocations familiales de vacances, suivant les règles à fixer par le Roi.

Un arrêté royal peut adapter les cotisations définies ci-dessus dans la stricte mesure nécessaire à la couverture des charges résultant de l'octroi des vacances prévues par les articles 4, 5 et 6.

Article 14.-

Les modalités d'application des articles 12 et 13 sont déterminées par arrêté royal.

CHAPITRE II. - Pécule de vacances.

Article 15.-

Le montant du pécule de vacances, auquel ont droit les travailleurs visés à l'article 1er, calculé sur le salaire brut gagné par le travailleur au cours de l'exercice de vacances, majoré, le cas échéant, des avantages supplémentaires en espèces, autres que les allocations familiales, et, sauf dérogation accordée par le Roi, de la valeur des avantages en nature, est fixé comme suit, sur la base des salaires payés à partir du 1er janvier 1948 :

Art.14. Article 13 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.15. Article 1er de la loi du 7 juin 1949.

a) 4 p.c. pour les travailleurs âgés de plus de 21 ans;

b) 6 p.c. pour les travailleurs de 18 à 21 ans;

c) 8 p.c. pour les travailleurs âgés de moins de 18 ans.

Les ayants droit d'un travailleur salarié décédé peuvent exiger le paiement immédiat de toute allocation de vacances acquise pendant l'exercice en cours et celle acquise durant l'exercice écoulé, si elles ne lui ont pas encore été liquidées.

Article 16.-

En ce qui concerne les ouvriers, les travailleurs à domicile et les apprentis salariés, les rémunérations afférentes aux vacances sont payées par l'intermédiaire de la Caisse nationale des vacances annuelles ou par les caisses spéciales prévues à l'article 50.

Article 17.-

Les rémunérations afférentes aux vacances ordinaires ou supplémentaires des travailleurs salariés autres que ceux visés à l'article 16, sont payées directement par l'employeur.

Article 18.-

Dans les conditions déterminées par l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, le Roi peut rendre obligatoires pour les intéressés les résolutions des commissions paritaires

Art.16. Article 8 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.17. Article 11 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.18. Article 12, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

comportant des rémunérations de vacances plus importantes que celles déterminées par l'article 15. Dans ce cas, des cotisations complémentaires proportionnelles sont dues par les employeurs intéressés.

Article 19.-

La rémunération journalière afférente aux vacances prévues aux articles 4, 5 et 6, peut être majorée par arrêté royal en fonction des possibilités financières de l'ensemble des caisses de vacances dont il est question au Titre III.

Article 20.-

Les modalités d'application des articles 16 à 19 sont déterminées par arrêté royal.

Article 21.-

Une retenue, qui ne peut excéder 8 p.c., peut être opérée sur le montant intégral du pécule de vacances payé aux travailleurs autres que les employés.

Le montant de cette retenue est fixé par arrêté royal.

Le produit de cette retenue, qui fera l'objet d'une compensation entre les diverses caisses de vacances par l'intermédiaire de la Caisse nationale des vacances annuelles, est consacré à l'assimilation à des journées prestées, des journées de chômage dues :

Art.19.Article 12, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.20.Article 13 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 (répété).
Art.21.Article 3 de la loi du 7 juin 1949.

a) à une incapacité de travail temporaire totale résultant d'un accident du travail, et ce jusqu'au moment de la reprise du travail ou de la consolidation définitive de l'invalidité;

b) à une maladie, et ce à concurrence des trois cents premiers jours ouvrables de chaque maladie;

c) à un rappel normal sous les armes, sauf le cas où celui-ci serait d'ordre disciplinaire, et ce à concurrence de quarante-deux jours par an;

d) à l'accomplissement de devoirs civiques;

e) en exécution d'obligations syndicales résultant de missions déterminées par arrêté royal;

f) aux congés complémentaires accordés aux ouvriers mineurs et assimilés;

g) à l'appel sous les armes.

Article 22.-

Sur la proposition de la commission paritaire intéressée et après consultation du Conseil national du travail, le Roi peut accorder à certaines branches d'industrie des dérogations aux dispositions de l'article 21.

Article 23.-

Sauf en cas de répétition de paiement indû, les dispositions de la loi du 18 août 1887 relative à

Art.22. Article 4 de la loi du 7 juin 1949.
Art.23. Article 15 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires sont applicables aux rémunérations de vacances dues en vertu des présentes lois coordonnées.

Article 24.-

En aucun cas, les caisses de vacances ne peuvent subordonner le paiement des rémunérations de vacances dues à un ouvrier, travailleur à domicile ou apprenti rémunéré, au versement, par l'employeur, des cotisations qui lui incombent en vertu des présentes lois coordonnées.

La caisse compétente a un recours contre le débiteur des cotisations en retard.

Sans préjudice de tout autre droit du travailleur, le recours de celui-ci contre la caisse débitrice se prescrit par le même délai que l'action pénale.

Le bénéfice des prescriptions du présent article peut être étendu par arrêté royal aux travailleurs autres que ceux visés à l'alinéa 1er du présent article.

TITRE III.

DES CAISSES DE VACANCES.

CHAPITRE 1er. De la Caisse nationale des vacances annuelles.

Section 1ère. - Dénomination, siège, mission.

Article 25.-

Il est institué une Caisse nationale des vacances

Art.24. Article 16 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.25. Article 17 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, remplacé par l'article 26, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

annuelles, dont la mission et les statuts sont fixés par les présentes lois coordonnées et leurs arrêtés d'exécution.

Article 26.-

La Caisse nationale des vacances annuelles, instituée par l'article 25, est érigée en établissement public rattaché au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et placé sous l'autorité du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Il a son siège à Bruxelles ou dans l'agglomération bruxelloise.

Article 27.-

La Caisse a pour mission :

1° de percevoir les cotisations et de payer les rémunérations ou gratifications de vacances, à ses assujettis obligatoires et à ses affiliés volontaires, conformément aux dispositions des présentes lois coordonnées, notamment aux articles 7, 12, 13, 16, 18 et 19, et à leurs arrêtés d'exécution et selon des modalités déterminées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur proposition du conseil d'administration de la Caisse;

2° de répartir entre les caisses spéciales, après avoir prélevé la part destinée à ses affiliés, les sommes qui lui sont transmises à cet effet par l'Office national de sécurité sociale, ou par tout autre organisme chargé de la perception des cotisations dues pour la constitution des rémunérations de vacances annuelles;

Art.26. Article 1er de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.27. Article 2 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

3° de percevoir et répartir les excédents de ressources des caisses spéciales;

4° d'instruire toute affaire et de donner son avis sur toute question que lui soumet le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en matière de vacances annuelles;

5° d'exécuter toute mission qui lui serait confiée en la dite matière par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

6° de faire à celui-ci toute proposition de nature à améliorer le régime des vacances annuelles;

7° de contribuer, par toute intervention appropriée, à la réalisation effective des buts sociaux poursuivis par le législateur en faveur des bénéficiaires de vacances annuelles, notamment en soutenant l'action et en favorisant le développement des organismes qui concourent à l'utilisation rationnelle des vacances annuelles;

8° de prendre toute mesure destinée à favoriser l'organisation des vacances ouvrières.

Section II. - Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs.

Article 28.-

Il est institué près la Caisse nationale des vacances annuelles une Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs.

Art.28. Article 3 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Article 29.-

La Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs a pour mission :

1° de donner son avis sur toute question que lui soumet le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou le conseil d'administration de la Caisse en matière de vacances annuelles des jeunes travailleurs;

2° de faire au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou au conseil d'administration de la Caisse, toute proposition de nature à améliorer le régime des vacances annuelles des jeunes travailleurs.

Article 30.-

La Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs est composée :

1° du président suppléant du conseil d'administration de la Caisse, visé à l'article ~~6 du présent arrêté-loi;~~ 31 des présentes lois coordonnées

2° du deuxième délégué du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale au dit conseil d'administration;

3° de deux délégués du conseil d'administration de la Caisse, choisis par le Ministre l'un parmi les délégués des employeurs, l'autre parmi ceux des travailleurs;

4° de six délégués des organisations de jeunes travailleurs à désigner par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur la proposition des organisations de travailleurs les plus représentatives;

Art.29. Article 4 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.30. Article 5 de l'arrêté-loi du 18 février 1947, modifié par l'article 5 de la loi du 7 juin 1949.

5° d'un représentant du Commissariat général du tourisme;

6° d'un représentant du Service national de la jeunesse;

7° d'un représentant du Ministre de la Santé publique.

La Commission est présidée par le président suppléant du conseil d'administration de la Caisse et, en son absence, par le deuxième délégué du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale au dit conseil d'administration.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut autoriser des représentants qualifiés des organisations de jeunesse à siéger au sein de la Commission pour des objets déterminés, mais sans qu'ils y aient droit de vote.

Section III. Administration.

Article 31.-

La Caisse est administrée par un conseil d'administration composé :

1° du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

2° de deux délégués de celui-ci;

3° d'un représentant de la Société nationale des chemins de fer belges, désigné par le conseil d'administration de cette société;

4° d'un représentant du Commissariat général du tourisme, désigné par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions;

Art.31. Article 6 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

5° de douze membres nommés par arrêté royal et choisis en nombre égal parmi les candidats présentés, respectivement sur des listes triples, par les organisations interprofessionnelles les plus représentatives d'une part de l'ensemble des employeurs, d'autre part de l'ensemble des travailleurs salariés.

La composition du conseil d'administration peut être modifiée par arrêté royal.

Le conseil d'administration est présidé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et, en son absence, par le délégué que le Ministre a désigné pour le suppléer.

Le Ministre choisit parmi les douze membres nommés par arrêté royal deux vice-présidents, et désigne celui qui, en son absence et celle du président suppléant, préside le conseil.

Assistent aux séances du conseil, sans y avoir droit de vote :

le président du collège des reviseurs, visé à l'article 45, le directeur de la Caisse, ainsi qu'un secrétaire nommé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui fixe sa rémunération.

Article 32.-

Le conseil d'administration a, dans le cadre de la législation sur les vacances annuelles, les pouvoirs

Art.32. Article 7 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

les plus étendus d'administration et de disposition en ce qui concerne la gestion de la Caisse.

Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Caisse.

Ils ne sont responsables que de l'exercice de leur mandat.

Article 33.-

Un arrêté royal détermine les cas où les délibérations du conseil d'administration et les décisions du directeur sont soumises, avant exécution, à l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Il en fixe les modalités.

Article 34.-

A l'exception du président du conseil d'administration, les membres de celui-ci et de la Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs reçoivent soit une indemnité fixe, soit des jetons de présence et des indemnités pour frais de déplacement, dont le montant est fixé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 35.-

Le directeur de la Caisse est nommé par le Roi, qui fixe en même temps son traitement.

Art.33. Article 8 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.34. Article 9 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.35. Article 10 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration et représente la Caisse dans les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Il assure la gestion journalière de la Caisse, dirige et surveille le travail des bureaux.

Il a la haute direction de la comptabilité et est justiciable de la Cour des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement, le directeur est remplacé dans ses fonctions par un membre du personnel désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 36.-

Le directeur établit tous les six mois un rapport sur l'activité et la situation financière de la Caisse.

Ce rapport est transmis au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Copie en est adressée aux membres du conseil d'administration et du collège des reviseurs prévu à l'article 45.

Article 37.-

Le cadre du personnel de la Caisse est arrêté et le personnel est nommé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale après avis du directeur et, après sa constitution, du conseil d'administration.

Art.36. Article 11 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.37. Article 12 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Sauf dispositions dérogatoires prescrites par arrêté royal, le personnel est soumis aux règles résultant des lois sur le louage de services, à l'exception du personnel visé à l'alinéa suivant.

Le personnel peut comprendre des agents d'une administration de l'Etat, avec l'autorisation des autorités compétentes. Dans leur administration d'origine, ils sont mis en disponibilité pour mission spéciale et conservent sous certaines conditions leur ancienneté et leurs titres à l'avancement. En attendant que des dispositions légales déterminent leurs droits à une pension de retraite à charge du Trésor pour les services rendus à l'Etat, la Caisse prendra toute mesure utile pour leur assurer le complément de pension pendant la période de détachement.

Ces agents prennent rang dans le cadre du personnel de la Caisse établi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale conformément à l'alinéa 1er du présent article, jusqu'au jour de leur retour éventuel à leur administration d'origine.

Le personnel peut comprendre des agents que la Caisse générale d'épargne et de retraite avait affectés à la gestion de la Caisse nationale de vacances annuelles.

Article 38.-

Sans préjudice des dispositions applicables au personnel détaché des administrations de l'Etat ou issu des cadres de la Caisse générale d'épargne et de retraite,

Art.38. Article 13 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

le statut du personnel de la Caisse, ses grades, ses attributions et ses barèmes de rémunération sont déterminés par arrêté ministériel, après avis du conseil d'administration.

Article 39.-

Dans la nomination du personnel de la Caisse, il sera observé un juste équilibre dans le nombre des emplois réservés aux candidats de chaque groupe linguistique, conformément à l'article 9, § 4, de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Section IV. - Dispositions d'ordre financier.

Article 40.-

Sauf dispositions contraires prescrites par arrêté royal, l'exercice financier de la Caisse coïncide avec l'année civile.

Article 41.-

La Caisse établit, chaque année, avant le 30 septembre, pour l'exercice suivant, un projet de budget de recettes et de dépenses, qui est soumis à l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art.39. Article 14 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.40. Article 15, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.41. Article 16 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Elle transmet à ce dernier, chaque année, le 30 juin au plus tard, le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé, pour être soumis à la Cour des comptes.

Article 42.-

Les frais d'administration de la Caisse sont couverts par les intérêts des capitaux constitués par le versement des cotisations ainsi que par le montant des rémunérations de vacances non réclamées en temps utile.

Un arrêté royal peut déterminer le pourcentage qui pourra être retenu par la Caisse, en vue de la couverture de ses frais d'administration, sur le montant des cotisations visées à l'article 27.

Article 43.-

Les capitaux dont la Caisse a la gestion, sont, en attendant leur liquidation, déposés soit à la Caisse générale d'épargne et de retraite, soit au compte des chèques postaux, soit à la Banque nationale de Belgique.

Les excédents des disponibilités nécessaires au fonctionnement de la Caisse peuvent être placés en certificats du Trésor.

Article 44.-

La Caisse est assimilée à l'Etat pour l'application des lois sur les droits d'enregistrement, de

Art.42. Article 17 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.43. Article 18 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.44. Article 19 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession, sur les taxes assimilées au timbre ainsi que sur les autres impôts directs ou indirects. Elle est exempte de tous impôts ou taxes au profit des provinces et des communes.

Article 45.-

Un collège de reviseurs, nommés par le Roi, qui fixe en même temps leur traitement, est chargé du contrôle permanent de la comptabilité de la Caisse et, éventuellement, sans préjudice des attributions des comités paritaires de contrôle fixées par l'arrêté du 11 mai 1946, de celles des Caisses spéciales de vacances autorisées conformément à l'article 26.

Chacun d'eux a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations comptables, sans pouvoir s'immiscer jamais dans la gestion même de la Caisse.

Il peut prendre communication, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et de toutes les écritures généralement quelconques de la Caisse.

Le collège des reviseurs fait rapport sur sa mission au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale au moins une fois par an.

Le rapport du collège des reviseurs concernant les comptes de la Caisse sera transmis en même temps que ceux-ci à la Cour des comptes.

Section V. - Comptabilité des cotisations et rémunérations de vacances.

Article 46.-

Toutes les sommes dont la Caisse a la gestion sont comptabilisées.

Art.45. Article 20 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.46. Article 21 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Une comptabilité spéciale est tenue en ce qui concerne, d'une part, les sommes à transférer aux caisses spéciales conformément à l'article 27, 2°, et, d'autre part, les sommes dont il est question à l'article 52.

La Caisse peut se faire remettre par les caisses spéciales les états qu'elle jugera nécessaires en vue de répartir les fonds reçus de l'Office national de sécurité sociale.

Article 47.-

Les cartes de vacances annuelles et les fiches individuelles des travailleurs, dont la liquidation a eu lieu, sont conservées pendant un an. Les quittances délivrées par les titulaires des autorisations de paiement sont conservées pendant deux ans.

Article 48.-

La Caisse tiendra, d'après les instructions que peut donner le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, tous documents permettant l'établissement de statistiques et le contrôle du bon fonctionnement de la Caisse.

Section VI. - Disposition transitoire.

Article 49.-

Les avoirs, créances, droits et obligations, ainsi

Art.47. Article 22 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.48. Article 23 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.
Art.49. Article 24 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

que les dossiers et archives de la Caisse nationale des vacances annuelles gérée par la Caisse générale d'épargne et de retraite et, pour autant que de besoin, de la Caisse nationale auxiliaire des congés payés,(1) sont transférés à l'établissement public organisé par les présentes lois coordonnées.

Section VII. Disposition particulière.

Article 50.-

Les modalités d'exécution du présent chapitre, et notamment celles relatives au fonctionnement de la Caisse, aux modes de perception des cotisations et de paiement des rémunérations de vacances, au fonctionnement du conseil d'administration et de la Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs ainsi qu'aux droits et obligations du directeur, seront déterminées par arrêté royal.

CHAPITRE II.- Des caisses spéciales.

Article 51.-

La création d'une caisse spéciale afférente à une branche d'activité ou à une catégorie de travailleurs peut être autorisée par un arrêté royal pris à la suite d'un accord conclu au sein de la commission paritaire

(1) Le membre de phrase "et, pour autant que de besoin, de la Caisse nationale auxiliaire des congés payés" ne figure pas dans le texte néerlandais de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Art.50. Article 27 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

Art.51. Article 18 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

compétente ou, à défaut d'une telle commission, entre les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs.

Ces caisses spéciales ont pour mission de payer aux travailleurs qui relèvent d'elles, la rémunération ou gratification de vacances auxquelles ils peuvent prétendre par leur entremise, en exécution de la présente loi et des arrêtés pris en vertu de celle-ci.

Article 52.-

Les frais d'administration des caisses de vacances sont couverts par prélèvements :

a) sur les intérêts des capitaux constitués par le versement des cotisations reçues en exécution des articles 7, 12, 13, 18 et 19;

b) sur le montant des rémunérations de vacances non réclamées en temps utile.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article et l'affectation des soldes qui peuvent en résulter.

Ils sont destinés en ordre principal à la réduction de la retenue prévue à l'article 21.

Article 53.-

Au cas où les ressources d'une caisse de vacances

Art.52. Article 19 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, remplacé par l'article 11 de la loi du 7 juin 1949.
Art.53. Article 20 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

excèderaient le montant des charges résultant de l'application des présentes lois coordonnées, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut ordonner le transfert d'une partie des recettes excédentes à la Caisse nationale des vacances annuelles. Celle-ci tiendra une comptabilité séparée des sommes ainsi perçues et les répartira aux caisses de vacances qui sont désignées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et selon les nécessités de celles-ci.

Article 54.-

Après avis du directeur et du conseil d'administration de la Caisse, le Roi peut progressivement unifier l'organisation administrative des caisses spéciales de vacances autorisées en vertu de l'article 4 de la loi du 20 août 1938 ou de l'article 51 des présentes lois coordonnées.

Il peut ordonner la fusion, soit entre elles, soit avec la Caisse nationale des vacances annuelles, des caisses spéciales dont le fonctionnement serait de nature à nuire à l'intérêt général ou à porter préjudice aux intérêts des bénéficiaires de la législation sur les vacances annuelles.

./.....

Art.54. Article 25 de l'arrêté-loi du 18 février 1947.

TITRE IV.

CONTROLE ET SANCTIONS.

CHAPITRE 1er.- Surveillance.

Article 55.-

Les fonctionnaires désignés par le gouvernement surveillent l'exécution des présentes lois coordonnées et des arrêtés pris en vertu de celles-ci, sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire. Leurs attributions sont déterminées par arrêté royal.

Article 56.-

Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements occupant des travailleurs salariés visés à l'article 1er, et des établissements au personnel desquels les présentes lois coordonnées deviendraient applicables en vertu d'arrêté pris en exécution de l'article 2.

Les employeurs, leurs préposés ou mandataires ainsi que les travailleurs sont tenus de leur fournir les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation des présentes lois coordonnées.

En cas d'infraction, ces fonctionnaires dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal est, dans les sept jours, adressée au contrevenant à peine de nullité.

Art.55. Article 22 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.56. Article 23 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

Article 57.-

Les caisses de vacances prévues au Titre III sont tenues de tenir, d'après les instructions que peut donner le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, tous documents permettant l'établissement de statistiques et le contrôle du bon fonctionnement de la Caisse ou de l'observation des présentes lois coordonnées et de leurs arrêtés d'exécution. Elles sont tenues de donner aux fonctionnaires visés à l'article 30, ainsi qu'aux membres du personnel de la Caisse nationale des vacances annuelles, désignés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, tous renseignements et de leur soumettre sans déplacement tous documents qu'ils peuvent demander aux mêmes fins.

Article 58.-

Les caisses de vacances visées au Titre III sont contrôlées chacune par un comité paritaire de contrôle, composé des représentants des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs. Les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement de ces comités de contrôle sont déterminées par arrêté royal.

CHAPITRE II. - Sanctions.

Article 59.-

Les employeurs, leurs préposés ou mandataires qui n'accordent point ou qui n'accordent pas dans les

---

Art.57. Article 24 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, remplacé par l'article 7 de la loi du 7 juin 1949.
Art.58. Article 25 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.59. Article 26 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

délais et selon les modalités réglementaires les vacances auxquelles les travailleurs ont droit en vertu des présentes lois coordonnées et de leurs arrêtés d'exécution, et ceux qui ne paient point ou ne paient pas dans les délais et selon les modalités réglementaires les cotisations y afférentes, sont punis d'une amende de 1 à 25 francs ou d'un emprisonnement de un à sept jours.

Sont punis des mêmes peines, les travailleurs qui, pendant la durée de leurs vacances, s'occupent en dehors de leur propre foyer ou pour le compte de tiers à un travail agricole, artisanal, industriel ou commercial rémunéré ou non ou un travail artistique rémunéré.

L'amende prévue à l'alinéa 1er est appliquée autant de fois qu'il y a eu de travailleurs à l'égard desquels il y a infraction aux termes du même alinéa, sans que toutefois la somme des amendes puisse excéder 200 francs.

Sans préjudice du droit des tiers lésés de se porter partie civile, la sentence qui applique les peines prévues à l'alinéa 1er condamne d'office le délinquant au paiement des cotisations arriérées. Cette condamnation est prononcée en faveur de l'organisme chargé de la perception des cotisations de vacances, lorsqu'il s'agit d'un travailleur dont la rémunération de vacances doit obligatoirement être constituée à l'intervention d'une caisse de vacances; elle est prononcée en faveur du travailleur, lorsque la rémunération de vacances ne doit pas obligatoirement être constituée à l'intervention d'une caisse de vacances.

Article 60.-

Les employeurs, leurs préposés ou mandataires qui mettent obstacle à la surveillance organisée en vertu des présentes lois coordonnées, ou qui omettent de tenir à jour les documents prescrits pour en assurer le contrôle, sont punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Article 61.-

Sans préjudice de l'application des articles 194 à 209 du Code pénal, toute personne qui aurait fourni, même bénévolement, des déclarations dont elle n'ignorait pas ou ne pouvait ignorer qu'elles étaient inexactes ou incomplètes et qui lui seraient demandées en vue de l'application (1) des présentes lois coordonnées ou de leurs arrêtés d'exécution, est punie d'une amende de 1 à 25 francs ou d'un emprisonnement de un à sept jours.

Au cas où, par suite des déclarations susvisées, la caisse de vacances intéressée aurait effectué des paiements dépassant les charges qui lui incombent en vertu des présentes lois coordonnées ou de leurs arrêtés d'exécution, le délinquant est, en outre, condamné d'office à des dommages et intérêts égaux au triple des sommes payées à tort. Cette condamnation est prononcée en faveur de la caisse de vacances qui aura déboursé les sommes en cause.

Art.60. Article 27 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.61. Article 28 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
(1) Le texte néerlandais de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 porte : "in uitvoering van deze besluitwet" (en application du présent arrêté-loi).

Article 62.-

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des présentes lois coordonnées, les peines établies par les trois articles précédents pourront être portées au double.

Article 63.-

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs mandataires ou préposés à la surveillance ou à la direction.

Article 64.-

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre 1er de ce Code sont applicables aux infractions prévues par les présentes lois coordonnées.

Article 65.-

L'action publique résultant des infractions aux dispositions des présentes lois coordonnées ou des arrêtés pris en vertu de celles-ci, est prescrite après un an révolu à compter du jour où l'infraction a été commise.

Les infractions prévues à l'article 59, premier alinéa, sont considérées pour le calcul du délai de prescription comme des délits continus.

Art.62. Article 29 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.63. Article 30 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.64. Article 31 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.
Art.65. Article 32 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

TITRE V.

DISPOSITION GENERALE.

Article 66.-

Avant que soient prises les mesures réglementaires prévues aux articles 1er à 8, 12, 13, 14, 16 à 19, le gouvernement prend l'avis soit du Conseil paritaire général, soit de la commission paritaire compétente ou, à son défaut, des organisations les plus représentatives des chefs d'entreprise et des travailleurs.

Les organismes consultés en vertu du présent article font parvenir leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il peut être passé outre. (1).

Art.66. Article 21 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

(1) Les dispositions suivantes des lois et arrêtés-lois coordonnés n'ont pas été reprises dans la coordination :

1° Arrêté-loi du 3 janvier 1946 :

a) Article 14.

L'article 19, 4°, de la loi du 16 décembre 1851, est complété comme suit :

"Les sommes dues en vertu de l'arrêté-loi sur les vacances annuelles des travailleurs salariés à titre de cotisation ou de rémunération de vacances, pour l'exercice échu et pour l'exercice en cours".

Ce privilège prend rang immédiatement après le 3° dudit article, conjointement avec le privilège pour le salaire des commis et des ouvriers.

.../...

b) Article 33.

Le présent arrêté-loi remplace la loi du 8 juillet 1936, modifiée par celle du 20 août 1938 sur les congés annuels payés. Toutefois, les dispositions des arrêtés pris en exécution de cette législation demeurent en vigueur aussi longtemps qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées et pour autant qu'elles ne dérogent pas aux prescriptions du présent arrêté-loi.

c) Article 34.

Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le 1er janvier 1946.

2° Arrêté-loi du 18 février 1947 :

a) Article 15, alinéa 2 :

"Pour la première fois, il commencera à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

b) Article 26, alinéa 3 :

"L'arrêté royal du 27 décembre 1938 fixant les statuts de la Caisse nationale auxiliaire des congés payés, est rapporté".

c) Article 28.

Le présent arrêté-loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

3° Loi du 16 juin 1947 :

a) Article 2. (abrogé par l'article 8 de la loi du 7 juin 1949).

b) Article 3.

La présente loi entrera immédiatement en vigueur et sera applicable, pour la première fois, au nombre de jours de congé ainsi qu'au pécule de congé accordés ou à accorder au cours de l'année 1947, sur la base des prestations de services de l'année précédente.

4° Loi du 4 mars 1949, article 3 :

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1949.

5° Loi du 7 juin 1949 :

a) Article 6.

A partir du 1er janvier 1950, le 2° du § 3 de l'article 1er de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, sur les vacances annuelles des travailleurs salariés, est supprimé.

.../...

b) Article 8.

Sont abrogés les articles 1er, 2, 3, 4, 6 et 7 de la loi du 14 juin 1948, ainsi que l'article 10bis de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles.

c) Article 9.

Le 2° de l'article 9 des lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, coordonnées et modifiées par l'arrêté-loi du 25 février 1947, est modifié comme suit :
"2°. Les cotisations perçues par le dit Fonds pour les vacances annuelles et les congés complémentaires ainsi que les sommes transférées par la Caisse nationale des vacances annuelles, en exécution de lalégislation sur les vacances annuelles des travailleurs, pour couvrir l'insuffisance éventuelle des cotisations pour les vacances supplémentaires des ouvriers mineurs et assimilés".

Le c de l'article 10 des lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, coordonnées et modifiées par l'arrêté-loi du 25 février 1947, est modifié comme suit :
"c) Assurer les avantages à charge du Fonds national résultant des législations sur les vacances annuelles et les congés complémentaires, et transférer à la Caisse nationale des vacances annuelles, en exécution de la législation sur les vacances annuelles des travailleurs, l'excédent des cotisations pour les vacances supplémentaires des ouvriers mineurs et assimilés".

d) Article 13.

L'article 4-B, alinéa 4, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, est modifié comme suit :
6 1/2 p.c. sont versés à la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales et répartis comme suit :
6 p.c. pour les allocations familiales en application de la loi du 4 août 1930, relative aux allocations familiales des travailleurs salariés;
1/2 p.c. destiné au pécule familial de vacances prévu à l'article 2 de la loi surles vacances annuelles des travailleurs salariés.
En conséquence, la cotisation totale à verser par les employeurs pour les employés à l'Office national de sécurité sociale est majorée de 1/2 p.c.

e) Article 14.

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1949, sauf en ce qui concerne l'article 2, alinéa 1er, qui entre en vigueur le 1er janvier 1948.

ANNEXE.

TABLEAU DE CONCORDANCE DES TEXTES.

Lois coordonnées	Arrêté-loi du 3 janvier 1946	Arrêté-loi du 18 février 1947	Loi du 16 juin 1947	Loi du 4 mars 1949	Loi du 7 juin 1949
art.1er	art. 1er, al.1er et 2	--	--	--	--
art. 2	art. 1er, al. 3 et 4	--	--	--	art. 6
art.3,al.1er	art.2,al.1er	--	--	--	--
art.3,al.2	art. 7	--	--	--	--
art. 4	art.2,al.2, 3 et 4	--	--	--	--
art. 5	art. 3	--	--	--	--
art. 6	art. 4	--	art. 1er	--	--
art. 7	art. 5	--	--	--	--
art. 8	art. 6	--	--	--	--
art. 9	--	--	--	art. 1er	art.2,al. 1er
art. 10	--	--	--	--	art.2,al. 2 et 3
art.11,al. 1er	--	--	--	art.2,al.2	--
art.11,al.2	--	--	--	--	art. 4
art. 12	art. 9	--	--	--	--
art. 13	art. 10	--	--	--	art2,al.3
art. 14	art. 13	--	--	--	--
art. 15	--	--	--	--	art.1er
art. 16	art. 8	--	--	--	--
art. 17	art. 11	--	--	--	--

.../...

Lois coordonnées	Arrêté-loi du 3 janvier 1946	Arreté-loi du 18 février 1947	Loi du 16 juin 1947	Loi du 4 mars 1949	Loi du 7 juin 1949
art. 18	art. 12, al. 2	--	--	--	--
art. 19	art. 12, al. 1er	--	--	--	--
art. 20	art. 13	--	--	--	--
art. 21	--	--	--	--	art. 3
art. 22	--	--	--	--	art. 4
art. 23	art. 15	--	--	--	--
art. 24	art. 16	--	--	--	--
art. 25	art. 17	art. 26, al. 1er	--	--	--
art. 26	--	art. 1er	--	--	--
art. 27	--	art. 2	--	--	--
art. 28	--	art. 3	--	--	--
art. 29	--	art. 4	--	--	--
art. 30	--	art. 5	--	--	art. 5
art. 31	--	art. 6	--	--	--
art. 32	--	art. 7	--	--	--
art. 33	--	art. 8	--	--	--
art. 34	--	art. 9	--	--	--
art. 35	--	art. 10	--	--	--
art. 36	--	art. 11	--	--	--
art. 37	--	art. 12	--	--	--
art. 38	--	art. 13	--	--	--
art. 39	--	art. 14	--	--	--
art. 40	--	art. 15, al. 1er	--	--	--
art. 41	--	art. 16	--	--	--
art. 42	--	art. 17	--	--	--
art. 43	--	art. 18	--	--	--
art. 44	--	art. 19	--	--	--
art. 45	--	art. 20	--	--	--
art. 46	--	art. 21	--	--	--
art. 47	--	art. 22	--	--	--
art. 48	--	art. 23	--	--	--

Lois coordonnées	Arrêté-loi du 3 janvier 1946	Arrêté-loi du 18 février 1947	Loi du 16 juin 1947	Loi du 4 mars 1949	Loi du 7 juin 1949
art. 49	--	art. 24	--	--	--
art. 50	--	art. 27	--	--	--
art. 51	art. 18	art.26,al.2	--	--	--
art. 52	art. 19	--	--	--	art. 11
art. 53	art. 20	--	--	--	--
art. 54	--	art. 25	--	--	--
art. 55	art. 22	--	--	--	--
art. 56	art. 23	--	--	--	--
art. 57	art. 24	--	--	--	art. 7
art. 58	art. 25	--	--	--	--
art. 59	art. 26	--	--	--	--
art. 60	art. 27	--	--	--	--
art. 61	art. 28	--	--	--	--
art. 62	art. 29	--	--	--	--
art. 63	art. 30	--	--	--	--
art. 64	art. 31	--	--	--	--
art. 65	art. 32	--	--	--	--
art. 66	art. 21	--	--	--	--

Note finale	Dispositions non coordonnées				
	Arrêté-loi du 3 janvier 1946	Arrêté-loi du 18 février 1947	Loi du 16 juin 1947	Loi du 4 mars 1949	Loi du 7 juin 1949
1°, a	art. 14	--	--	--	--
b	art. 33	--	--	--	--
c	art. 34	--	--	--	--
2°, a	--	art. 15, al. 2	--	--	--
b	--	art. 26, al. 3	--	--	--
c	--	art. 28	--	--	--
3°, a	--	--	art. 2	--	--
b	--	--	art. 3	--	--
4°	--	--	--	art. 3	--
5°, a	--	--	--	--	art. 6
b	--	--	--	--	art. 8
c	--	--	--	--	art. 9
d	--	--	--	--	art. 13
e	--	--	--	--	art. 14

KONINKLIJK BESLUIT TOT SAMENORDENING DER WETTEN EN BESLUITWETTEN BETREFFENDE HET JAARLIJKS VERLOF DER LOONARBEIDERS.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 12 van de wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, dat luidt als volgt :

" Deze bepalingen,alsmede de vorige wetten en besluiten die betrekking hebben op het jaarlijks verlof, zullen bij koninklijk besluit in overeenstemming gebracht worden binnen drie maanden die volgen op de bekendmaking van deze wet.";

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De besluitwet van 3 Januari 1946 met uitzondering van artikel 14, de besluitwet van 18 Februari 1947, de wetten van 16 Juni 1947 en 4 Maart 1949, en de wet van 7 Juni 1949 met uitzondering van de artikelen 9 en 13, worden overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst samengeordend.

Artikel 2.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WETTEN BETREFFENDE HET JAARLIJKS VERLOF DER LOONARBEIDERS, SAMENGEORDEND DE .....

TITEL I.

VERLOF IN HET ALGEMEEN.

HOOFDSTUK I.- Toepassingsgebied.

Artikel 1.-

Deze samengeordende wetten zijn toepasselijk op al de personen verbonden door een contract van dienstverhuring of door een leercontract, zover zij te werk gesteld

---

Art. 1. Artikel 1, eerste en tweede lid, van de besluitwet van 3 Januari 1946.

zijn in België door een in België gevestigde werkgever of gehecht zijn aan een in België gevestigde exploitatiezetel, of nog, wanneer zij in het buitenland worden te werk gesteld, maar woonachtig zijn in België en in dienst zijn van een in België gevestigde werkgever of gehecht aan een in België gevestigde exploitatiezetel.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg mag nochtans de werkgevers van de toepassing van deze samengeordende wetten ontslaan wat betreft de arbeiders die in het buitenland worden te werk gesteld en die, krachtens de vreemde wetgeving, minstens even grote voordelen genieten als deze die voorzien zijn bij deze samengeordende wetten.

Artikel 2.-

De bepalingen van deze samengeordende wetten zijn niet toepasselijk op :

1° dienstboden en huispersoneel;

2° het personeel van ondernemingen en inrichtingen waar enkel de leden van het gezin onder het gezag hetzij van de vader of de moeder, hetzij van de voogd, arbeiden;

3° het personeel van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ander dan dit voorzien bij het besluit van de Regent van 29 Maart 1945 tot toepassing

Art.2. Artikel 1, derde en vierde lid, van de besluitwet van 3 Januari 1946, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 7 Juni 1949.

van de besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders op een deel van het personeel der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

De Koning mag ze nochtans hetzij door eenvoudige uitbreiding, hetzij in de vorm van een speciaal stelsel, toepasselijk maken op alle arbeiders die krachtens bovenstaande beschikkingen worden uitgesloten, of op sommige categorieën daarvan.

HOOFDSTUK II.- Recht op verlof.

Artikel 3.-

De bij artikel 1 bedoelde arbeiders hebben recht op een jaarlijks verlof, naar verhouding tot hun dienstprestaties.

Het recht op verlof is aan de arbeider verworven niettegenstaande elke strijdige overeenkomst. Het is de arbeider verboden van het verlof waarop hij recht heeft, af te zien.

HOOFDSTUK III.- Duur en tijdstip van het verlof.

Artikel 4.-

De duur van het verlof wordt bepaald per verlofdienstjaar op basis van de duur van de in de loop van dit

Art.3, eerste lid. Artikel 2, eerste lid, van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Art.3, tweede lid. Artikel 7 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Art.4, Artikel 2, tweede, derde en vierde lid van de besluitwet van 3 Januari 1946.

dienstjaar verrichte prestaties. De Koning mag nochtans voor sommige bedrijfstakken of voor sommige categorieën arbeiders waarop deze berekeningsbasis van de duur van het verlof niet toepasselijk is, deze berekening volgens het tijdens het verlofdienstjaar verdiende loon toelaten.

De duur van het verlof dient minstens zes dagen te bedragen voor twaalf maanden arbeid waarin begrepen zijn de dagen die bij koninklijk besluit met arbeidsdagen worden gelijkgesteld.

Het dienstjaar op basis waarvan de duur van het verlof wordt berekend, valt samen met het burgerlijk jaar.

Artikel 5.-

Het aantal bij artikel 4 voorziene verlofdagen kan voor alle arbeiders of voor sommige categorieën arbeiders worden verhoogd bij koninklijk besluit, naar gelang de geldelijke middelen van de bij Titel III bedoelde verlofkassen gezamenlijk.

Artikel 6.-

De minimumduur van het bij artikel 4 voorgeschreven verlof wordt voor de loontrekkenden, die op de dag van het verstrijken van het dienstjaar:

1° minder dan volle achttien jaar oud zijn, verdriedubbeld;

2° minder dan volle één en twintig jaar oud zijn, verdubbeld.

Art.5. Artikel 3 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Art.6. Artikel 4 van de besluitwet van 3 Januari 1946, vervangen door artikel 1 van de wet van 16 Juni 1947.

De Koning kan nochtans op aanvraag van de bevoegde paritaire Commissie de modaliteiten van toepassing van dit voorschrift wijzigen voor één jaar. Deze afwijking kan worden hernieuwd onder dezelfde voorwaarden.

Artikel 7.-

De Koning mag, onder de voorwaarden vastgesteld bij de besluitwet van 9 Juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comité's, voor de belanghebbenden de beslissingen verplichtend maken die door bedoelde commissies getroffen zijn en waarbij langere verloftermijnen dan deze voorzien bij artikelen 4, 5 en 6 worden aangenomen; in dit geval zijn de belanghebbende werkgevers evenredige bijkomende bijdragen verschuldigd.

De paritaire comité's mogen ook het verlenen van aanvullend verlof voorstellen om de bij artikel 4 voorziene vacantie van zes dagen te verzekeren aan de arbeiders, die, wegens door het paritair comité te bepalen oorzaken, het volledig verlof niet genieten. Dergelijk voorstel mag genomen worden voor de arbeiders die werken in een onderneming waar het verlof gemeenschappelijk of bij beurtwisseling wordt verleend.

Artikel 8.-

De algemene toepassingsmodaliteiten van bovenstaande voorschriften worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art.7. Artikel 5 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Art.8. Artikel 6 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

De Koning mag voor de belanghebbenden de beslissingen verplichtend maken die door de paritaire commissies getroffen zijn en waarbij worden aangenomen hetzij modaliteiten voor de verdeling van het verlof, hetzij een tijdperk of data van het verlof die afwijken van deze vastgesteld op grond van voorgaand alinea.

TITEL II.

BIJDRAGEN EN VERLOFGELD.

HOOFDSTUK I.- Bijdragen.

Artikel 9.-

Onverminderd de bijzondere bijdragen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 7 van deze samengeordende wetten, is de bijdrage voor het jaarlijks verlof, die ten laste valt van de werkgever, gelijk aan 5 t.h. der brutolonen, eventueel verhoogd met de bijkomende voordelen in speciën andere dan de kindertoelagen en, behalve door de Koning verleende afwijking, met de waarde van de voordelen in natura.

Deze bijdrage wordt als volgt verdeeld :
4 t.h. zijn bestemd voor het gewoon verlof;
1/2 t.h. voor de betaling van een bijkomend verlofgeld in verhouding tot de gezinslast;
1/2 t.h. voor de betaling van het bijkomend verlofgeld der jonge arbeiders, bij toepassing van artikel 6.

Art.9. Artikel 1 van de wet van 4 Maart 1949, impliciet gewijzigd bij artikel 2, eerste lid, van de wet van 7 Juni 1949.

Artikel 10.-

Op het advies van de Rijkskas voor jaarlijks verlof, en, in voorkomend geval, op het advies van de Commissie van advies voor het verlof der jonge arbeiders, bepaalt de Koning de aanwending van het overschot van het fonds van 1/2 t.h. voor de betaling van het bijkomend verlofgeld der jonge arbeiders tot de volgende doeleinden :

1° het betalen van een aanvullende vergoeding aan de jonge arbeiders die, binnen twee maanden na het beëindigen van hun algemeen onderwijs, hun beroepsonderwijs of hun leertijd, voor de eerste maal in dienst treden van een werkgever;

2° het rationeel gebruik van het verlof der jonge arbeiders aanmoedigen;

3° de initiatieven van de organismen die dergelijk doel nastreven bevorderen;

4° om de lasten te dekken van het bijkomend verlof, toegestaan aan de arbeiders wegens hun dienstouderdom.

De bijdrage bestemd voor een bijkomend verlofgeld in verhouding tot de gezinslast wordt overgemaakt aan de Nationale Compensatiekas voor kindertoeslagen, welke tot verdeling er van overgaat door overeenstemmende verhoging van de kindertoeslagen om verlofredenen, volgens door de Koning te bepalen regelen.

Artikel 11.-

De Koning kan aan sommige bij naam aangeduide nijverheidstakken vrijstelling of verlaging van de bijdragen verlenen.

Art.10. Artikel 2, tweede en derde lid, van de wet van 7 Juni 1949.
Art.11, eerste lid. Artikel 2, tweede lid, van de wet van 4 Maart 1949 (Het eerste lid is overbodig geworden ingevolge artikel 1 van de wet van 7 Juni 1949, dat artikel 15 vormt van de samengeordende wetten).
Art.11, tweede lid. Artikel 4 van dewet van 7 Juni 1949.

Op voorstel van de betrokken paritaire commissie en na de raadpleging van de Nationale Arbeidsraad, kan de Koning aan sommige nijverheidstakken afwijkingen toestaan van de bepalingen van de artikelen 9 en 10.

Artikel 12.-

De bijdragen verschuldigd voor de vestiging van de bezoldiging voor de bij de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde verlofdagen zijn, wat de werklieden, thuisarbeiders en loontrekkende leerjongens betreft die onder toepassing vallen van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders, begrepen in de bij die besluitwet voorgeschreven globale bijdrage, en worden geïnd door het organisme en volgens de modaliteiten die voor de inning dezer globale bijdrage worden voorzien.

Artikel 13.-

Indien de bij artikel 16 bedoelde arbeiders niet vallen onder toepassing van de besluitwet van 28 December 1944, wordt de voor de gewone bij artikel 4 bedoelde verlofdagen verschuldigde bezoldiging gevestigd door bijdragen ten laste van de werkgever en gelijk aan 4 t.h. van het loon van de bij dit artikel bedoelde arbeiders. Te dien einde wordt er gebruik gemaakt van verlofzegels en verlofkaarten, behalve bij afwijking door de Koning toegestaan voor bepaalde bedrijfstakken of categorieën arbeiders.

Art.12. Artikel 9 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.13. Artikel 10 van de besluitwet van 3 Januari 1946, impliciet aangevuld bij artikel 2, derde lid (herhaald), van de wet van 7 Juni 1949.

De bezoldiging voor de bij artikelen 5 en 6 voorziene bijkomende verlofdagen wordt gevestigd door bijdragen ten laste van de werkgever en gelijk aan 1/2 t.h. van het loon van de bij dit artikel bedoelde arbeiders. Deze bijdragen worden gestort aan de Rijkskas voor jaarlijks verlof of aan de bij artikel 50 voorziene bijzondere kassen, onder beding dat deze kassen de overblijvende gelden terugstorten overeenkomstig het bepaalde onder artikel 52.

De bijdrage bestemd voor een bijkomend verlofgeld in verhouding tot de gezinslast wordt overgemaakt aan de Nationale Compensatiekas voor kindertoeslagen, welke tot verdeling er van overgaat door overeenstemmende verhoging van de kindertoeslagen om verlofredenen, volgens door de Koning te bepalen regelen.

Bovenbepaalde bijdragen mogen bij koninklijk besluit worden aangepast voor zover dit strikt noodzakelijk is voor het dekken van de lasten wegens het verlenen van de bij artikelen 4, 5 en 6 voorziene verlofdagen.

Artikel 14.-

De modaliteiten van toepassing van de artikelen 12 en 13 worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art. 14. Artikel 13 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

HOOFDSTUK II.- Verlofgeld.

Artikel 15.-

Het bedrag van het verlofgeld waarop de bij artikel 1 bedoelde arbeiders recht hebben, berekend op het brutoloon door de arbeider tijdens het verlofdienstjaar verdiend, in voorkomend geval verhoogd met de bijkomende voordelen in speciën, met uitzondering van de kindertoeslagen en, behoudens door de Koning toegestane afwijking, met de waarde van de voordelen in natura, wordt op de lonen uitbetaald vanaf 1 Januari 1948 vastgesteld als volgt :

a) 4 t.h. voor de arbeiders die meer dan 21 jaar oud zijn;

b) 6 t.h. voor de arbeiders van 18 tot 21 jaar;

c) 8 t.h. voor de arbeiders van minder dan 18 jaar.

De rechthebbenden van een overleden loonarbeider kunnen onmiddellijk betaling vragen van elke verlofvergoeding verworven gedurende het lopend dienstjaar en van deze verworven gedurende het verlopen dienstjaar, indien ze hem nog niet werd uitbetaald.

Artikel 16.-

Wat de werklieden, de thuisarbeiders en de loontrekkende leerjongens betreft, worden de voor de verlofdagen verschuldigde bezoldigingen uitgekeerd door tussenkomst van de Rijkskas voor jaarlijks verlof of door de bij artikel 50 voorziene bijzondere kassen._

Art.15. Artikel 1 van de wet van 7 Juni 1949.
Art.16. Artikel 8 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Artikel 17.-

De bezoldiging verschuldigd voor de gewone of voor de bijkomende verlofdagen aan de loontrekkende arbeiders, andere dan deze bedoeld bij artikel 16, wordt rechtstreeks door de werkgever uitgekeerd.

Artikel 18.-

De Koning mag, onder de bij de besluitwet van 9 Juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comité's vastgestelde voorwaarden, voor de belanghebbenden de beslissingen verplichtend maken die door de paritaire commissies getroffen zijn en waarbij meer belangrijke verlofbezoldigingen dan deze vastgesteld bij artikel 15 worden aangenomen. In dit geval, zijn de belanghebbende werkgevers evenredige bijkomende bijdragen verschuldigd.

Artikel 19.-

De dagelijkse bezoldiging verschuldigd voor de bij artikelen 4, 5 en 6 _____ voorziene verlofdagen mag bij koninklijk besluit worden verhoogd, naar gelang de geldelijke middelen van de bij Titel III bedoelde verlofkassen gezamenlijk.

Artikel 20.-

De modaliteiten van toepassing van de artikelen 16 tot 19 worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art.17. Artikel 11 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.18. Artikel 12, tweede lid, van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.19. Artikel 12, eerste lid, van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.20. Artikel 13 van de besluitwet van 3 Januari 1946 (herhaald).

Artikel 21.-

Op het bedrag van het aan de arbeiders, met uitzondering van de bedienden, verleend verlofgeld, kan een afhouding worden gedaan die 8 t.h. niet mag overschrijden.

Het bedrag dier afhouding wordt vastgesteld bij koninklijk besluit.

De opbrengst van deze afhouding, die het voorwerp uitmaakt van een compensatie tussen de verschillende verlofkassen door toedoen van de Rijkskas voor jaarlijks verlof, wordt besteed aan de gelijkstelling met gewerkte dagen van de werkloosheidsdagen te wijten aan :

a) volledige en tijdelijke werkonbekwaamheid wegens arbeidsongeval, en dit tot de arbeid wordt hervat of tot de invaliditeit definitief is geconsolideerd;

b) ziekte, en dit voor de eerste driehonderd werkdagen van elke ziekte;

c) normale terugroeping onder de wapens behoudens wanneer het een terugroeping om tuchtredenen betreft, en dan voor twee en veertig dagen per jaar;

d) vervulling van de burgerlijke plichten;

e) vervulling van syndicale verplichtingen voortvloeiende uit bij koninklijk besluit vastgestelde opdrachten;

f) bijkomend verlof toegestaan aan mijnwerkers en gelijkgestelden;

g) de oproeping onder de wapens.

Art.21. Artikel 3 van de wet van 7 Juni 1949.

Artikel 22.-

Op voorstel van de betrokken paritaire commissie en na raadpleging van de Nationale Arbeidsraad, kan de Koning aan sommige nijverheidstakken afwijkingen toestaan van de bepalingen van artikel 21.

Artikel 23.-

Behalve bij terugvordering van het onverschuldigde betaalde, zijn de beschikkingen van de wet van 18 Augustus 1887 betreffende de onafstaanbaarheid en de onbeslagbaarheid van het loon toepasselijk op de overeenkomstig deze samengeordende wetten verschuldigde verlofbezoldigingen.

Artikel 24.-

De verlofkassen mogen in geen geval het uitbetalen van de aan een werkman, een thuisarbeider of een loontrekkende leerjongen, verschuldigde verlofbezoldigingen afhankelijk maken van het storten door de werkgever van de bijdragen die door hem op grond van deze samengeordende wetten verschuldigd zijn.

De bevoegde kas heeft een verhaal tegen de schuldenaar die de bijdragen niet tijdig heeft gestort.

Onverminderd alle andere rechten van de arbeider, verjaart het verhaal van deze laatste tegen de kas die tot de schuld gehouden is binnen dezelfde termijn als de strafvordering.

De bepalingen van dit artikel kunnen bij koninklijk besluit tot andere arbeiders dan deze bedoeld bij alinea 1 van dit artikel worden uitgebreid.

Art.22. Artikel 4 van de wet van 7 Juni 1949.
Art.23. Artikel 15 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.24. Artikel 16 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

TITEL III.

VERLOFKASSEN.

HOOFDSTUK I.- Rijkskas voor jaarlijks verlof.

Afdeling 1. Benaming, zetel, opdracht.

Artikel 25.-

Er wordt een Rijkskas voor jaarlijks verlof tot stand gebracht, waarvan de opdracht en de statuten bepaald worden bij deze samengeordende wetten en de uitvoeringsbesluiten er van.

Artikel 26.-

De bij artikel 25 tot stand gebrachte Rijkskas voor jaarlijks verlof wordt als een aan het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg gehechte en onder het gezag van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg staande, openbare instelling opgericht.

Zij heeft haar zetel te Brussel of in de Brusselse agglomeratie.

Art.25. Artikel 17 van de besluitwet van 3 Januari 1946, vervangen door artikel 26, eerste lid, van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.26. Artikel 1 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Artikel 27.-

De Kas heeft als opdracht :

1° de bijdragen te innen en de verlofbezoldigingen of -gratificaties uit te keren aan hare verplichte en vrijwillige aangeslotenen, overeenkomstig de bepalingen van deze samengeordende wetten, inzonderheid de artikelen 7, 12, 13, 16, 18 en 19, en haar uitvoeringsbesluiten en volgens de door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, op voorstel van de beheerraad der Kas, bepaalde modaliteiten ;

2° onder de bijzondere kassen, nadat zij daarvan het voor hare aangeslotenen bestemd gedeelte heeft afgehouden, de sommen te verdelen die haar te dien einde door de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid of voor elk ander organisme, belast met het innen van de door het vestigen der jaarlijkse verlofbezoldigingen verschuldigde bijdragen, worden overgemaakt ;

3° de overschotten van de bijzondere kassen te innen en te verdelen ;

4° elke door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg inzake jaarlijks verlof voorgelegde zaak te onderzoeken en er haar advies over uit te brengen ;

5° elke haar in zake jaarlijks verlof door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg gegeven opdracht uit te voeren ;

6° aan laatstgenoemde elk voorstel te doen, van aard het stelsel van het jaarlijks verlof te verbeteren ;

Art.27. Artikel 2 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

7° door elke aangepaste tussenkomst, bij te dragen tot de werkelijke verwezenlijking der door de wetgever ten voordele van de gerechtigden op jaarlijks verlof nagestreefde sociale doeleinden, inzonderheid door de actie te steunen en de ontwikkeling te bevorderen van de organismen die tot het rationeel aanwenden van het jaarlijks verlof bijdragen ;

8° alle maatregelen, bestemd ter bevordering der organisatie van het verlof der arbeiders, te nemen.

Afdeling II. - Commissie van advies betreffende het verlof van de jonge arbeiders.

Artikel 28.-

Bij de Rijkskas voor jaarlijks verlof wordt een commissie van advies betreffende het verlof van de jonge arbeiders opgericht.

Artikel 29.-

De Commissie van advies betreffende het verlof voor de jonge arbeiders heeft als opdracht :

1° omtrent elke haar door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of door de beheerraad van de Kas in zake jaarlijks verlof van de jonge arbeiders voorgelegde kwestie, advies uit te brengen ;

Art.28. Artikel 3 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.29. Artikel 4 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

2° aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of aan de beheerraad der Kas elk voorstel te doen, van aard het stelsel van het jaarlijks verlof der jonge arbeiders te verbeteren.

Artikel 30.-

De Commissie van advies betreffende het verlof van de jonge arbeiders is samengesteld uit :

1° de plaatsvervangende voorzitter van de in artikel 31 van deze samengeordende wetten bedoelde beheerraad der Kas ;

2° de tweede afgevaardigde van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bij vermelde beheerraad ;

3° twee afgevaardigden van de beheerraad der Kas, door de Minister gekozen, de ene onder de afgevaardigden van de werkgevers, de andere onder die van de werknemers ;

4° zes door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aan te wijzen afgevaardigden der organisaties voor jonge arbeiders,op de voordracht van de meest representatieve arbeidersorganisaties ;

5° een vertegenwoordiger van het Algemeen Commissariaat van het toerisme ;

6° een vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor de jeugd ;

7° een vertegenwoordiger van de Minister van Volksgezondheid ;

Art.30. Artikel 5 van de besluitwet van 18 Februari 1947, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 7 Juni 1949.

De Commissie wordt voorgezeten door de plaatsvervangende voorzitter van de beheerraad der Kas en, in zijn afwezigheid, door de tweede afgevaardigde van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bij deze beheerraad.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan aan bevoegde vertegenwoordigers van de jeugdorganisaties toelating verlenen om, voor bepaalde voorwerpen, in de Commissie te zetelen doch zonder stemrecht.

Afdeling III. - Beheer.

Artikel 31.-

De Kas wordt beheerd door een beheerraad samengesteld uit :

1° de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ;

2° twee afgevaardigden van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ;

3° een door de beheerraad der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen aangeduide vertegenwoordiger ;

4° een door de Minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, aangeduide vertegenwoordiger van het Algemeen Commissariaat van het toerisme ;

5° twaalf bij koninklijk besluit benoemde leden, in gelijk aantal gekozen uit de candidaten die op driedubbele lijsten voorgedragen worden, onderscheidenlijk door de meest

Art.31. Artikel 6 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

representatieve interprofessionnele organisaties, enerzijds van al de werkgevers, anderzijds van al de loontrekkende arbeiders.

De samenstelling van de beheerraad kan bij koninklijk besluit worden gewijzigd.

De beheerraad wordt door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en, in zijn afwezigheid, door de door de Minister om hem te vervangen aangewezen afgevaardigde, voorgezeten.

De Minister kiest onder de twaalf bij koninklijk besluit benoemde leden, twee ondervoorzitters en duidt degene aan die, in zijne afwezigheid en in de afwezigheid van de plaatsvervangende voorzitter, de beheerraad voorzit.

Wonen, zonder stemrecht, de zittingen van de raad bij :

de voorzitter van het bij artikel 45 bedoelde college der revisoren, de directeur der Kas, alsmede de door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemde secretaris, wiens wedde door de Minister vastgesteld wordt.

Artikel 34.-

Wat het beheer van de Kas betreft, heeft de beheerraad binnen het kader van de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof de meest uitgebreide machten van beheer en beschikking.

De verbintenissen van de Kas doen in hoofde van de leden van de beheerraad geen enkele persoonlijke verbintenis ontstaan.

Art.32. Artikel 7 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Deze zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun opdracht.

Artikel 33.-

Een koninklijk besluit bepaalt de gevallen waarin de beraadslagingen van de beheerraad alsook de beslissingen van de directeur, vóór hun uitvoering, ter goedkeuring dienen voorgelegd aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg. Het stelt er de modaliteiten van vast.

Artikel 34.-

Ter uitzondering van de voorzitter van de beheerraad, ontvangen de leden van de beheerraad en van de Commissie van advies betreffende het verlof der jonge arbeiders hetzij een vaste vergoeding, hetzij presentiegeld en verplaatsingsvergoedingen ; het bedrag er van wordt door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg vastgesteld.

Artikel 35.-

De directeur van de Kas wordt benoemd door de Koning, die terzelfdertijd zijn wedde vaststelt.

Hij wordt belast met de uitvoering van de beslissingen van de beheerraad en hij vertegenwoordigt de Kas in de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

Hij neemt het dagelijks beheer van de Kas waar ; hij leidt en houdt toezicht over het bureelwerk.

Art.33. Artikel 8 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.34. Artikel 9 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.35. Artikel 10 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Hij heeft de hogere leiding der boekhouding en is verantwoording verschuldigd tegenover het Rekenhof.

In geval van afwezigheid of van beletsel, wordt de directeur in zijn functies door een door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen lid van het personeel vervangen.

Artikel 36.-

De directeur maakt, om de zes maand, een verslag op over de werking en over de financiële toestand der Kas.

Dit verslag wordt aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg overgemaakt. Een afschrift er van wordt aan de leden van de beheerraad en van het bij artikel 45 voorzien college van revisoren toegestuurd.

Artikel 37.-

Het kader van het personeel der Kas wordt vastgesteld en het personeel wordt benoemd door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, na advies van de directeur en van de beheerraad, nadat deze is samengesteld.

Behoudens afwijkingen voorgeschreven bij koninklijk besluit, valt het personeel, met uitzondering van hen in volgende alinea bedoelde personeel, onder de regels voortvloeiend uit de wetten betreffende de dienstverhuring.

Art.36. Artikel 11 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.37. Artikel 12 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Tot het personeel kunnen met toelating der bevoegde overheden leden van het Rijkspersoneel behoren. Bij hun oorspronkelijke administratie worden zij wegens bijzondere opdracht ter beschikking gesteld en behouden zij, onder zekere voorwaarden, hun anciënniteit en hun recht op bevordering. In afwachting dat bij wettelijke beschikkingen hun recht op een pensioen ten laste van de Schatkist wegens de aan het Rijk bewezen diensten wordt geregeld, zal de Kas alle nuttige maatregelen treffen om hen het aanvullend pensioen voor de periode van detachering te verzekeren.

Deze leden van het Rijkspersoneel nemen, tot de dag van hun eventuele terugkeer naar hunne oorspronkelijke administratie, plaats in het overeenkomstig alinea 1 van dit artikel door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg vastgestelde kader van het personeel der Kas.

De agenten, die door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas tot het beheer van de Rijkskas voor jaarlijks verlof waren aangewezen, mogen van het personeel deel uitmaken.

Artikel 38.-

Onverminderd de bepalingen toepasselijk op het personeel gedetacheerd uit de Rijksbesturen of gekomen

Art.38. Artikel 13 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

uit de kaders van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, worden het statuut van het personeel van de Kas, zijn graden, zijn bevoegdheid en zijn weddeschalen, na advies van de beheerraad, bij ministerieel besluit vastgesteld.

Artikel 39.-

Bij de benoeming van het personeel der Kas zal, overeenkomstig artikel 9, § 4, van de wet van 28 Juni 1932 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, een passend evenwicht in acht genomen worden in het aantal betrekkingen voorbehouden aan de kandidaten van elke taalgroep.

Afdeling IV. - Bepalingen van financiële aard.

Artikel 40.-

Behoudens strijdige bepalingen voorgeschreven bij koninklijk besluit, valt het financieel dienstjaar van de Kas samen met het burgerlijk jaar.

Artikel 41.-

Elk jaar, vóór 30 September, maakt de Kas, voor het volgend dienstjaar, een ontwerp van begroting van inkomsten en uitgaven op, dat ter goedkeuring aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt voorgelegd.

Art.39. Artikel 14 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.40. Artikel 15, eerste lid, van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.41. Artikel 16 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Elk jaar,uiterlijk op 30 Juni, maakt zij hem de rekening der inkomsten en uitgaven van het verlopen dienstjaar over, om voorgelegd te worden aan het Rekenhof.

Artikel 42.-

De beheerskosten van de Kas worden gedekt door de interesten van de door de verlofbijdragen gevestigde kapitalen, alsmede door de verlofbezoldigingen die niet tijdig worden gevorderd.

Een koninklijk besluit mag het percentage bepalen dat door de Kas van het bedrag der in artikel 27 bedoelde bijdragen mag worden afgehouden voor de dekking der beheerskosten.

Artikel 43.-

De kapitalen beheerd door de Kas worden, in afwachting hunner vereffening, gedeponeerd hetzij bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, hetzij bij het postcheckambt, hetzij bij de Nationale Bank van België.

De overschotten der beschikbare gelden, nodig voor de werking der Kas, mogen in Schatkistcertificaten geplaatst worden.

Artikel 44.-

Voor de toepassing van de wetten betreffende de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek- en successie-

Art.42. Artikel 17 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.43. Artikel 18 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.44. Artikel 19 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

rechten, betreffende de met het zegel gelijkgestelde taksen, alsmede betreffende de andere rechtstreekse of onrechtstreekse belastingen,wordt de Kas met de Staat gelijkgesteld. Zij is vrijgesteld van alle belastingen of taksen ten voordele van de provincies en van de gemeenten.

Artikel 45.-

Een college van revisoren benoemd door de Koning, die tegelijkertijd hun wedde vaststelt, is belast met de bestendige contrôle der boekhouding van de Kas en, in voorkomend geval, onverminderd de bij het besluit van 11 Mei 1946 vastgestelde bevoegdheden van de paritaire contrôlecomité's, over die van de overeenkomstig artikel 26 toegelaten bijzondere verlofkassen.

Ieder hunner heeft een onbeperkt toezicht en contrôlerecht over al de boekhoudingsverrichtingen, zonder zich ooit te mogen mengen in het eigenlijk beheer van de Kas.

Hij mag, zonder verplaatsing, kennis nemen van de boeken, van de briefwisseling, van de notulen en over 't algemeen van alle om het even welke geschriften van de Kas.

Het college van revisoren brengt, ten minste eenmaal 's jaars, aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verslag uit over zijn opdracht.

Art.45. Artikel 20 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Het verslag van het college van revisoren betreffende de rekening van de Kas zal samen met deze aan het Rekenhof worden overgemaakt.

Afdeling V. - Boekhouding der verlofbijdragen en verlofbezoldigingen.

Artikel 46.-

Al de sommen waarover de Kas het beheer heeft, worden samengebracht.

Een speciale boekhouding wordt gehouden, enerzijds, wat de overeenkomstig artikel 27, 2°, aan de bijzondere kassen over te maken sommen betreft en, anderzijds, de sommen waarvan sprake in artikel 52.

De Kas mag zich door de bijzondere kassen de staten laten overmaken, die zij nodig acht om de van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid ontvangen gelden te verdelen.

Artikel 47.-

De kaarten voor jaarlijks verlof en de individuele steekkaarten van de arbeiders, waarvan het verlofgeld werd vereffend, worden gedurende een jaar bewaard. De door de titularissen van de betalingstoelatingen afgeleverde kwitantiën worden gedurende twee jaren bewaard.

Art.45. Artikel 21 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.47. Artikel 22 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

Artikel 48.-

De Kas dient, overeenkomstig de onderrichtingen die daaromtrent door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kunnen gegeven worden, alle bescheiden te houden, die het opmaken van statistieken en de contrôle over de goede werking van de Kas mogelijk maken.

Afdeling VI. - Overgangsbepaling.

Artikel 49.-

Het vermogen, de schuldvorderingen, de rechten en verplichtingen alsmede de dossiers en het archief van de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof, beheerd door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas (1), worden aan de bij deze besluitwet georganiseerde openbare inrichting overgedragen.

Afdeling VII. - Bijzondere bepaling.

Artikel 50.-

De modaliteiten van uitvoering van dit hoofdstuk en, inzonderheid deze betreffende de werking der Kas, de wijze van inning der bijdragen en van uitkering der verlofbezoldigingen, de werking van de beheerraad en van de Commissie van advies betreffende het verlof der jonge arbeiders, alsmede betreffende de rechten en verplichtingen van de directeur, worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art.48. Artikel 23 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.49. Artikel 24 van de besluitwet van 18 Februari 1947.
(1) De franse tekst van de besluitwet van 18 Februari 1947 bevat daarenboven volgende zinsnede : "..... et, pour autant que de besoin, de la Caisse nationale auxiliaire des Congés payés....." (..... en zo nodig van de Nationale Hulpkas voor betaalde verlofdagen.....).
Art.50. Artikel 27 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

HOOFDSTUK II. - Bijzondere kassen.

Artikel 51.-

De oprichting van een bijzondere kas voor een bepaalde bedrijfstak of voor een bepaalde categorie arbeiders mag bij koninklijk besluit worden toegelaten, ten gevolge van een overeenkomst gesloten in de bevoegde paritaire commissie of, bij ontstentenis daarvan, tussen de meest representatieve verenigingen van de bedrijfshoofden en van de arbeiders.

Deze speciale kassen hebben tot opdracht aan de arbeiders die van haar afhangen het verlofgeld of gratificaties te betalen waarop zij door hun tussenkomst, in uitvoering van deze samengeordende wetten of van de besluiten ter uitvoering er van, aanspraak kunnen maken.

Artikel 52.-

De bestuurskosten van de verlofkassen worden gedekt door afhoudingen :

a) op de interesten van de kapitalen welke door de storting van de in uitvoering van de artikelen 7, 12, 13, 18 en 19 ontvangen bijdragen, gevestigd zijn ;

b) op het bedrag van het niet te gepasten tijde gevorderd verlofgeld.

Art.51. Artikel 18 van de besluitwet van 3 Januari 1946, gewijzigd bij artikel 26, tweede lid, van de besluitwet van 18 Februari 1947.
Art.52. Artikel 19 van de besluitwet van 3 Januari 1946, vervangen door artikel 11 van de wet van 7 Juni 1949.

De Koning bepaalt de modaliteiten van toepassing van dit artikel en de aanwending van de saldo's die daaruit kunnen voortvloeien.

Deze zullen hoofdzakelijk gebruikt worden om de afhouding te verminderen, voorzien bij artikel 21.

Artikel 53.-

Indien de geldmiddelen van een verlofkas het bedrag van de uit de toepassing van deze samengeordende wetten voortvloeiende lasten overschrijden, mag de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg het overbrengen van een deel van het overschot der ontvangsten naar de Rijkskas voor betaald verlof bevelen. Deze houdt voor de aldus ontvangen sommen een afzonderlijke boekhouding en verdeelt het bedrag er van onder de door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangeduide verlofkassen, volgens de behoeften van deze laatsten.

Artikel 54.-

Na advies van de directeur en van de beheerraad der Kas, kan de Koning geleidelijk de administratieve organisatie éénmaken der bijzondere verlofkassen, toegelaten krachtens artikel 4 van de wet van 20 Augustus 1938 of artikel 51 van deze samengeordende wetten.

Hij mag de samensmelting gelasten hetzij onder elkaar, hetzij met de Rijkskas voor jaarlijks verlof, van de bijzondere kassen, waarvan de werking van aard zou zijn het algemeen belang te schaden of nadeel zou kunnen berokkenen aan de belangen van de gerechtigden of de bij de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof voorziene voordelen.

Art.53. Artikel 20 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.54. Artikel 25 van de besluitwet van 18 Februari 1947.

TITEL IV.

TOEZICHT EN SANCTIES.

HOOFDSTUK I. - Toezicht.

Artikel 55.-

Door de regering aangewezen ambtenaren waken over de uitvoering van deze samengeordende wetten en van de krachtens deze wetten genomen besluiten, onverminderd de plichten die aan de officieren van gerechtelijke politie zijn opgelegd. Hun bevoegdheid wordt bij koninklijk besluit bepaald.

Artikel 56.-

De krachtens voorgaand artikel aangewezen ambtenaren hebben vrije toegang tot de inrichtingen waarin bij artikel 1 bedoelde loontrekkende arbeiders worden te werk gesteld,en tot de inrichtingen waarvan het personeel onder toepassing van deze samengeordende wetten zou vallen krachtens op grond van artikel 2 genomen besluiten.

De werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers, alsmede de arbeiders zijn gehouden hun de inlichtingen te verstrekken die ze vragen om zich te vergewissen of deze samengeordende wetten worden nageleefd.

Art.55. Artikel 22 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.56. Artikel 23 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

In geval van overtreding maken deze ambtenaren processen-verbaal op welke rechtsgeldig zijn, behoudens tegenbewijs.

Een afschrift van het proces-verbaal dient, op straf van nietigheid, binnen zeven dagen aan de overtreder gezonden.

Artikel 57.-

De in Titel III bepaalde verlofkassen zijn gehouden, volgens de onderrichtingen die door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kunnen worden gegeven, alle bescheiden te houden die het opmaken van statistieken, alsmede de contrôle over de goede werking der kas en de toepassing van deze samengeordende wetten en van de uitvoeringsbesluiten er van toelaten. De kassen zijn eveneens gehouden aan de door artikel 30 bedoelde ambtenaren, alsmede aan de door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen leden van het personeel der Rijkskas voor jaarlijks verlof, alle inlichtingen te verstrekken en alle bescheiden die zij voor dezelfde doeleinden zouden vragen, zonder verplaatsing, voor te leggen.

Artikel 58.-

De bij Titel III voorziene verlofkassen staan elk onder toezicht van een paritair toezichtscomité, samengesteld door vertegenwoordigers van de meest representatieve verenigingen van werkgevers en arbeiders. De bevoegdheid, de samenstelling en de modaliteiten van werking van deze comité's worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art.57. Artikel 24 van de besluitwet van 3 Januari 1946, vervangen door artikel 7 van de wet van 7 Juni 1949.
Art.58. Artikel 25 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

HOOFDSTUK II. - Sancties.

Artikel 59.-

De werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers die niet of niet binnen de voorgeschreven termijn of volgens de reglementaire modaliteiten het verlof, waarop de arbeiders krachtens deze samengeordende wetten of de uitvoeringsbesluiten er van recht hebben, hebben toegestaan, en zij die niet of niet binnen de voorgeschreven termijn of volgens de reglementaire modaliteiten de voor dit verlof verschuldigde bijdragen hebben betaald, worden gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank of met een gevangenisstraf van een tot zeven dagen.

Worden gestraft met dezelfde straffen de arbeiders die tijdens de duur van het verlof zich buiten hun eigen gezin of voor derden bezig houden met enig landbouw-, ambachts-, nijverheids- of handelswerk, bezoldigd of niet, of met een bezoldigde artistieke arbeid.

De bij de eerste alinea voorziene geldboete wordt zo dikwijls toegepast als er arbeiders zijn tegenover wie een bij dezelfde alinea voorziene inbreuk begaan werd, zonder dat nochtans de totale geldboeten 200 frank mogen te boven gaan.

Art.59. Artikel 26 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Onverminderd het recht van benadeelde derden zich burgerlijke partij te stellen, wordt door de uitspraak, waarbij de onder alinea 1 voorziene straffen worden toegepast, de overtreder van rechtswege veroordeeld tot het betalen van de achterstallige bijdragen. Deze veroordeling wordt uitgesproken ten gunste van het organisme dat belast is met het innen van de verlofbijdragen, wanneer het gaat om een arbeider waarvan de verlofbezoldiging verplichtend door de tussenkomst van een verlofkas moet gevestigd worden ; zij wordt uitgesproken ten gunste van de arbeider, wanneer de verlofbezoldiging niet verplichtend door de tussenkomst van een verlofkas moet gevestigd worden.

Artikel 60.-

De werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers die het krachtens deze samengeordende wetten georganiseerd toezicht belemmeren, of die nalaten de voor de contrôle voorgeschreven documenten bij te houden, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank, onverminderd de mogelijke toepassing van de straffen vermeld bij de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Art.60. Artikel 27 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Artikel 61.-

Onverminderd de toepassing van artikelen 194 tot 209 vanhhet Strafwetboek wordt ieder persoon die, zelfs vrijwillig inlichtingen zou hebben verschaft waarvan hij de onnauwkeurigheid of de onvolledigheid kende of moest kennen en die hem in uitvoering van deze samengeordende wetten of van de uitvoeringsbesluiten er van zouden gevraagd worden, gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank of met een gevangenisstraf van een tot zeven dagen.

Indien, ingevolge bovenbedoelde inlichtingen, de betrokken verlofkas betalingen zou hebben gedaan, die de haar bij deze samengeordende wetten of de uitvoeringsbesluiten er van opgelegde verplichtingen te boven gaan, wordt de overtreder bovendien van rechtswege veroordeeld tot een schadevergoeding gelijk aan het drievoud van het bedrag der ten onrechte uitbetaalde som. Deze veroordeling wordt uitgesproken ten gunste van de verlofkas die de sommen waarvan sprake heeft uitgekeerd.

Artikel 62.-

Bij herhaling binnen vijf jaar volgend op de krachtens deze samengeordende wetten opgelopen veroordelingen mogen de bij de drie vorige artikelen voorziene straffen worden verdubbeld.

Art.61. Artikel 28 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
(1) De Franse tekst van de besluitwet van 3 Januari 1946 luidt : "en vue de l'application du présent arrêté-loi" (met het oog op de toepassing van deze besluitwet).
Art.62. Artikel 29 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Artikel 63.-

De bedrijfshoofden zijn burgerlijk aansprakelijk voor het betalen der geldboeten uitgesproken ten laste van hun lasthebbers of met toezicht of bestuur gelaste aangestelden.

Artikel 64.-

Met afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van het eerste boek van dit Wetboek op de bij deze samengeordende wetten voorziene overtredingen van toepassing.

Artikel 65.-

De strafvordering op grond van een overtreding van de bepalingen van deze samengeordende wetten of van besluiten krachtens deze wetten genomen, verjaart na een vol jaar, met ingang van de dag waarop de overtreding werd gepleegd.

De bij artikel 59, Iste alinea voorziene overtredingen, worden voor de berekening van de verjaringstermijn als voortgezette misdrijven beschouwd.

Art.63. Artikel 30 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.64. Artikel 31 van de besluitwet van 3 Januari 1946.
Art.65. Artikel 32 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

TITEL V.

ALGEMENE BEPALING.

Artikel 66.-

Alvorens de bij de artikelen 1 tot 8, 12, 13, 14, 16 tot 19 voorziene reglementaire maatregelen te treffen wint de regering het advies in hetzij van de Algemene Paritaire Raad, hetzij van de bevoegde Paritaire Commissie of, bij ontstentenis daarvan, van de meest representatieve verenigingen van betrokken bedrijfshoofden en arbeiders.

De op grond van dit artikel geraadpleegde organismen dienen hun advies in binnen twee maanden na de vraag hun daartoe gedaan ; bij gebrek daarvan mag het advies worden verwaarloosd. (1)

Art.66. Artikel 21 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

(1) De volgende bepalingen uit de samengeordende wetten en besluitwetten zijn niet in de coördinatie opgenomen :

1° Besluitwet van 3 Januari 1946 :

a) Artikel 14.

Artikel 19, 4°, van de wet dd. 16 December 1851 wordt aangevuld als volgt :

"De sommen die overeenkomstig de besluitwet betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders verschuldigd zijn als verlofbijdrage of verlofbezoldiging voor het verlopen dienstjaar en voor het lopende dienstjaar ".

Dit voorrecht neemt rang onmiddellijk na het 3° van dit artikel op dezelfden voet als het voorrecht der bedienden en werklieden wat hun loon betreft.

b) Artikel 33.

Deze besluitwet vervangt de wet dd. 8 Juli 1936, gewijzigd bij deze van 20 Augustus 1938 op de jaarlijkse betaalde verlofdagen. De bepalingen der op grond van deze wetgeving getroffen besluiten blijven nochtans van kracht zolang zij niet worden opgeheven of gewijzigd en zover zij niet afwijken van de voorschriften dezer besluitwet.

c) Artikel 34.

Deze besluitwet treedt in werking op 1 Januari 1946.

2° Besluitwet van 18 Februari 1947 :

a) Artikel 15, tweede lid :

"Het zal voor de eerste maal een aanvang nemen op de datum van de inwerkingtreding van deze besluitwet".

b) Artikel 26, derde lid :

"Het koninklijk besluit van 27 December 1938 tot bepaling der statuten van de Nationale Hulpkas voor betaalde verlofdagen is afgeschaft".

c) Artikel 28.

"Deze besluitwet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad".

3° Wet van 16 Juni 1947 :

a) Artikel 2 (opgeheven bij artikel 8 van de wet van 7 Juni 1949).

b) Artikel 3.

Deze wet wordt onmiddellijk van kracht en zal dus haar eerste uitwerking hebben op het aantal verlofdagen met de daarmede gepaard gaande verlofbezoldiging, toegekend of nog toe te kennen in de loop van het jaar 1947 op basis der dienstprestaties van het vorige jaar.

4° Wet van 4 Maart 1949, artikel 3 :

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1949.

5° Wet van 7 Juni 1949 :

a) Article 6.

Van 1 Januari 1950 af, wordt het 2° van § 3 van artikel 1 der besluitwet van 3 Januari 1946, betreffende het jaarlijks verlof der loontrekkende arbeiders, weggelaten.

.../...

b) Artikel 8.

Worden ingetrokken, de artikelen 1, 2, 3, 4, 6 en 7 van de wet van 14 Juni 1948, evenals artikel 10bis van de besluitwet van 3 Januari 1946, gewijzigd door de wet van 16 Juni 1947, betreffende het jaarlijks verlof.

c) Artikel 9.

Het 2° van artikel 9 der wetten betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers en gelijkgestelden, samengeordend en gewijzigd door de besluitwet van 25 Februari 1947, wordt als volgt gewijzigd :

"2°. De door dit Fonds voor het jaarlijks verlof en het aanvullend verlof geïnde bijdragen, alsmede de sommen overgedragen door de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof, in uitvoering van de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof der arbeiders, om de eventuele ontoereikendheid van de bijdragen voor het bijkomend verlof der mijnwerkers en gelijkgestelden te dekken".

Het c van artikel 10 der wetten, betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers en gelijkgestelden, samengeordend en gewijzigd door de besluitwet van 25 Februari 1947, wordt als volgt gewijzigd :

"c) De voordelen ten bezware van het Rijksfonds, voortvloeiende uit de wetgevingen betreffende het jaarlijks verlof en het aanvullend verlof, uit te keren aan de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof, in uitvoering van de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof der arbeiders, het overschot der bijdragen voor het bijkomend verlof der mijnwerkers en gelijkgestelden, over te dragen".

d) Artikel 13.

Artikel 4-B, 4e alinea, van de besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt als volgt gewijzigd :

6 1/2 t.h. worden in de Nationale Compensatiekas voor kindertoeslagen gestort, te verdelen als volgt :

6 t.h. voor de kindertoeslagen in toepassing der wet van 4 Augustus 1930, betreffende de kindertoeslagen voor loontrekkenden ;

1/2 t.h. bestemd voor de familiale verlofvergoeding, voorzien in artikel 2 der wet betreffende het jaarlijks verlof der loontrekkenden.

Dienvolgens wordt de totale bijdrage door de werkgevers te storten voor de bedienden van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid met een half percent verhoogd.

e) Artikel 14.

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1949, behoudens artikel 2, eerste alinea, dat in werking treedt op 1 Januari 1948.

BIJLAGE.

CONCORDANTIETABEL DER TEKSTEN.

Samengeordende wetten.	Besluitwet van 3 Januari 1946.	Besluitwet van 18 Februari 1947.	Wet van 16 Juni 1947.	Wet van 4 Maart 1949.	Wet van 7 Juni 1949.
art. 1	art. 1, lid 1 en 2	--	--	--	--
art. 2	art. 1, lid 3 en 4	--	--	--	art. 6
art. 3, lid 1	art. 2, lid 1	--	--	--	--
art. 3, lid 2	art. 7	--	--	--	--
art. 4	art. 2, lid 2, 3 en 4	--	--	--	--
art. 5	art. 3	--	--	--	--
art. 6	art. 4	--	art. 1	--	--
art. 7	art. 5	--	--	--	--
art. 8	art. 6	--	--	--	--
art. 9	--	--	--	art. 1	art. 2, lid 1
art. 10	--	--	--	--	art. 2, lid 2 en 3
art. 11, lid 1	--	--	--	art. 2, lid 2	--
art. 11, lid 2	--	--	--	--	art. 4
art. 12	art. 9	--	--	--	--
art. 13	art. 10	--	--	--	art. 2, lid. 3

.../...

Samengeordende wetten.	Besluitwet van 3 Januari 1946.	Besluitwet van 18 Februari 1947.	Wet van 16 Juni 1947.	Wet van 4 Maart 1949.	Wet van 7 Juni 1949.
art. 14	art. 13	--	--	--	--
art. 15	--	--	--	--	art. 1
art. 16	art. 8	--	--	--	--
art. 17	art. 11	--	--	--	--
art. 18	art. 12, lid 2	--	--	--	--
art. 19	art. 12, lid 1	--	--	--	--
art. 20	art. 13	--	--	--	--
art. 21	--	--	--	--	art. 3
art. 22	--	--	--	--	art. 4
art. 23	art. 15	--	--	--	--
art. 24	art. 16	--	--	--	--
art. 25	art. 17	art. 26, lid 1	--	--	--
art. 26	--	art. 1	--	--	--
art. 27	--	art. 2	--	--	--
art. 28	--	art. 3	--	--	--
art. 29	--	art. 4	--	--	--
art. 30	--	art. 5	--	--	art. 5
art. 31	--	art. 6	--	--	--
art. 32	--	art. 7	--	--	--
art. 33	--	art. 8	--	--	--
art. 34	--	art. 9	--	--	--
art. 35	--	art.10	--	--	--
art. 36	--	art.11	--	--	--
art. 37	--	art.12	--	--	--
art. 38	--	art.13	--	--	--
art. 39	--	art.14	--	--	--
art. 40	--	art.15, lid 1	--	--	--
art. 41	--	art.16	--	--	--
art. 42	--	art.17	--	--	--
art. 43	--	art.18	--	--	--
art. 44	--	art.19	--	--	--
art. 45	--	art.20	--	--	--
art. 46	--	art.21	--	--	--
art. 47	--	art.22	--	--	--

.../...

Samengeordende wetten.	Besluitwet van 3 Januari 1946	Besluitwet van 18 Februari 1947	Wet van 16 Juni 1947	Wet van 4 Maart 1949	Wet van 7 Juni 1949
art. 48	--	art. 23	--	--	--
art. 49	--	art. 24	--	--	--
art. 50	--	art. 27	--	--	--
art. 51	art. 18	art. 26, lid 2	--	--	--
art. 52	art. 19	--	--	--	art. 11
art. 53	art. 20	--	--	--	--
art. 54	--	art. 25	--	--	--
art. 55	art. 22	--	--	--	--
art. 56	art. 23	--	--	--	--
art. 57	art. 24	--	--	--	art. 7
art. 58	art. 25	--	--	--	--
art. 59	art. 26	--	--	--	--
art. 60	art. 27	--	--	--	--
art. 61	art. 28	--	--	--	--
art. 62	art. 29	--	--	--	--
art. 63	art. 30	--	--	--	--
art. 64	art. 31	--	--	--	--
art. 65	art. 32	--	--	--	--
art. 66	art. 21	--	--	--	--

Slotnoot	Niet samengeordende bepalingen.				
	Besluitwet van 3 Januari 1946	Besluitwet van 18 Februari 1947	Wet van 16 Juni 1947	Wet van 4 Maart 1949	Wet van 7 Juni 1949
1°, a	art. 14	--	--	--	--
b	art. 33	--	--	--	--
c	art. 34	--	--	--	--
2°, a	--	art.15,lid 2	--	--	--
b	--	art.26,lid 3	--	--	--
c	--	art. 28	--	--	--
3°, a	--	--	art. 2	--	--
b	--	--	art. 3	--	--
4°	--	--	--	art.3	--
5°, a	--	--	--	--	art. 6
b	--	--	--	--	art. 8
c	--	--	--	--	art. 9
d	--	--	--	--	art.13
e	--	--	--	--	art.14

Etaient présents :			Waren aanwezig :
Messieurs :	J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX, M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	L. FREDERICQ, G. DOR,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.